

CONCOURS EXTERNE POUR L'EMPLOI D'INSPECTEUR STAGIAIRE  
DU TRÉSOR PUBLIC

---

ANNÉE 2002

---

**ÉPREUVE N° 3 A OPTION**

*Durée : 3 heures - Coefficient : 5*

---

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique  
d'ÉCONOMIE (page 2)**

**OU**

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique  
de DROIT PRIVÉ (page 3)**

**OU**

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique  
de DROIT PUBLIC (page 4)**

---

*Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.*

*Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : CE CHOIX NE PEUT PAS ÊTRE MODIFIÉ.*

**TRÈS IMPORTANT :** *Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.*

**Tournez la page S.V.P.**

## ÉCONOMIE

*Les candidats sont autorisés à utiliser des calculatrices électroniques à fonctionnement autonome, sans imprimante, à entrée unique par clavier.*

*L'utilisation de tout document est interdite.*

**Les deux sujets doivent être traités.**

### **1er SUJET**

Quelle peut-être la place du secteur public marchand dans les grandes puissances économiques contemporaines ?

### **2ème SUJET**

La fonction de production d'une entreprise est telle que :

$$Q = f(L, K) = - [L \cdot K]^3 + 4L^2 K + 3LK$$

Q, L et K symbolisent respectivement la quantité produite, le facteur travail et le facteur capital.

En supposant le stock de capital donné et égal à l'unité, il est demandé :

- 1) De calculer la quantité de travail conduisant à la maximalisation de la production de la firme ;
- 2) De délimiter numériquement la quantité de travail à partir de laquelle les rendements sont décroissants (cette zone sera intitulée « phase de décision rationnelle ») ;
- 3) De préciser au sein de cette dernière, le volume de main d'œuvre et le volume de production qui assurent l'utilisation optimale des facteurs.

## **DROIT PRIVÉ**

*L'utilisation de tout document (Code Civil, Code de Procédure Civile, etc...) est interdite.*

**Les deux sujets doivent être traités.**

### **1er SUJET**

Le redressement judiciaire.

### **2ème SUJET**

Georges, entrepreneur de vitrerie miroiterie, a été chargé par un client d'effectuer la remise en état d'un miroir précieux du 18<sup>ème</sup> siècle.

Pour réaliser ce travail inhabituel, il est conduit à emprunter une polisseuse à l'un de ses confrères. Cet appareil exige une certaine technicité et expérience.

Accaparé par la rédaction de devis, il charge Marc, un de ses employés, de procéder au travail demandé.

Le client se présente à l'atelier afin de récupérer son bien. Il est alors blessé par Marc qui maîtrise mal l'usage de la polisseuse.

Le client souhaite connaître, quant à l'usage et au gardien de la chose (instrument du dommage), dans quelles conditions il peut obtenir réparation et auprès de qui.

**Tournez la page S.V.P.**

## **DROIT PUBLIC**

*L'utilisation de tout code ou document est interdite.*

**Les deux sujets doivent être traités.**

### **1er SUJET**

Peut-on parler d'un déclin du rôle législatif du Parlement sous la V<sup>ème</sup> République ?

### **2ème SUJET**

Commentez l'arrêt du Conseil d'Etat - section du contentieux - du 10 janvier 2001  
« FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT ».

© Conseil d'Etat

**Conseil d'Etat**  
**statuant**  
**au contentieux**

**N° 217237**

**France Nature Environnement**

M Herondart, Rapporteur  
Mme Maugué, Commissaire du gouvernement

M Genevois, Président

**Lecture du 10 Janvier 2001**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

---

Vu la requête, enregistrée le 9 février 2000 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, présentée par l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, dont le siège est au 57, rue Cuvier, Pavillon Chevreul-Muséum national d'Histoire naturelle à Paris (75231) Cedex 05, représentée par Monsieur Benoist Busson ; l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté en date du 26 novembre 1999 pris par le ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement fixant les prescriptions techniques générales relatives aux limites et aux modalités des prélèvements et des rejets soumis à autorisation, effectués par les installations nucléaires de base ;

2°) de condamner l'Etat à lui verser la somme de 6 000 F au titre de l'article 75-I de la loi du 10 juillet 1991 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la communauté européenne de l'énergie atomique ;

Vu la directive du Conseil de l'Union européenne (96/29/Euratom) du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants ;

Vu le décret n° 66-450 du 20 juin 1966 modifié relatif aux principes généraux de protection contre les rayonnements ionisants ;

Vu le décret n° 95-540 du 4 mai 1995 relatif aux rejets d'effluents liquides et gazeux et aux prélèvements d'eau des installations nucléaires de base ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article L 761-1 ;

Après avoir entendu en audience publique :

**Tournez la page S.V.P.**

- le rapport de M Herondart, Auditeur,
- les conclusions de Mme Maugüé, Commissaire du gouvernement ;

Sur la légalité de l'arrêté attaqué :

Considérant qu'en vertu de l'article 192, deuxième alinéa, du Traité instituant la communauté européenne de l'énergie atomique, les Etats membres "s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent traité" ; qu'en vertu de l'article 161 du même Traité, les directives du Conseil de l'Union européenne lient les Etats membres "quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens" ; que si, pour atteindre ce résultat à l'issue du délai qui leur est imparti dans la directive, les autorités nationales restent seules compétentes pour décider de la forme à donner à l'exécution de ces directives et pour fixer elles-mêmes, sous le contrôle des juridictions nationales, les moyens propres à leur faire produire leurs effets en droit interne, elles ne peuvent légalement prendre, ainsi que l'a précisé la Cour de Justice des Communautés européennes par un arrêt rendu le 18 décembre 1997 dans l'affaire C-129/96, pendant le délai imparti par la directive, des mesures de nature à compromettre sérieusement la réalisation du résultat prescrit par la directive ;

Considérant que l'association requérante fait grief aux dispositions des articles 8 et 15 de l'arrêté interministériel du 26 novembre 1999 fixant les prescriptions techniques générales relatives aux limites et aux modalités des prélèvements et des rejets soumis à autorisation, effectués par les installations nucléaires de base de compromettre la réalisation des objectifs de la directive 96-32 Euratom du conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, dont la date limite pour la transposition dans les législations des Etats membres est fixée au 13 mai 2000, dans la mesure où l'article 13 de la directive fixe à 1 m Sv par an la limite de dose efficace à laquelle peuvent être exposées les personnes du public ;

Considérant que les articles 8 et 15 de l'arrêté, après avoir rappelé les principes auxquels sont soumis les rejets d'effluents gazeux et liquides, radioactifs ou non, des installations nucléaires de base, se bornent à indiquer que les autorisations de rejet accordées sur le fondement des dispositions de l'arrêté ne peuvent en aucun cas déroger aux règles de protection contre les rayonnements ionisants instituées par le décret du 20 juin 1966 modifié relatif aux principes généraux de protection contre les rayonnements ionisants et notamment aux limites d'exposition à ces rayonnements pour les personnes du public fixées par l'article 17 de ce décret ; que la seule circonstance qu'à la date d'intervention de l'arrêté, la limite fixée par cet article 17 s'établissait à 5 m Sv n'implique pas que le rappel ainsi effectué de la réglementation existante soit de nature à compromettre sérieusement la réalisation de l'objectif poursuivi par l'article 13 de la directive Euratom du 13 mai 1996 ; qu'ainsi l'association requérante n'est pas fondée à demander l'annulation de l'arrêté attaqué ;

Sur les conclusions de la requête tendant à l'application des dispositions de l'article 75-I de la loi du 10 juillet 1991 :

Considérant que les dispositions de l'article 75-I de la loi du 10 juillet 1991 codifiées à l'article L 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que l'Etat, qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante, soit condamné à payer à l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT la somme qu'elle demande au titre des frais exposés par elle et non compris dans les dépens ;

**DECIDE :**

Article 1er : La requête de l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT est rejetée.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, au ministre de l'emploi et de la solidarité et au ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.